ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Premier Ministre, le 29 juillet 1982, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant les mesures d'exécution relatives à la mobilité du personnel de certains services publics", a donné le 3 août 1982 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, de 29e juli 1982 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende de uitvoeringsmaatregelen betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten", heeft de 3e augustus 1982 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

Il ressort des termes généraux de l'article 2, § 2, et d'une disposition précise de l'article 10, alinéa 1er, du projet, que, dans l'intention du Gouvernement les membres du personnel engagés par contrat seraient soumis au régime de la mobilité d'office mais ne pourraient pas bénéficier de la mobilité volontaire. La première de ces règles est évidemment contraire à l'article 1134 du Code civil en tant que son application comportera nécessairement une modification unilatérale du contrat. Par conséquent, il y a lieu d'exclure les membres du personnel engagés par contrat du champ d'application de l'arrêté, ce qui implique de prévoir cette exclusion en termes exprès dans l'article 2, § 2, et de supprimer les mots "ou engagé par contrat" dans l'article 10, alinéa 1er.

PREAMBULE.

L'arrêté en projet trouvant son fondement dans l'article 51 de la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974, tel qu'il a été modifié par la loi-programme 1981 du 2 juillet 1981, par l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics et par l'arrêté royal numéroté relatif à la mobilité du personnel de certains services publics, examiné par le Conseil d'Etat sous le n° L. 14.883/2/V, le visa des articles 66, alinéa 2, et 67 de la Constitution est superflu et l'alinéa 1er doit, par conséquent, être omis.

.../...

Les alinéas 2 et 3, devenant les alinéas 1er et 2, doivent être rédigés comme suit :

"Vu la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974, notamment l'article 51, modifié par la loi du 2 juillet 1981, par l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 et par l'arrêté royal n° ... du ...;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 76 modifié par l'arrêté royal du ...;".

DISPOSITIF.

Article 1er.

Il n'est pas de bonne méthode de reproduire dans un arrêté royal le texte d'une disposition législative, ici l'article 51, § 1er, de la loi du 28 décembre 1973.

De l'accord des fonctionniares délégués, l'article 1er devrait donc être rédigé comme suit :

"Article 1er. Les services publics auxquels s'applique l'article 51, § 1er, de la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974 sont soumis au présent arrêté, à l'exception des services des ministères mentionnés à l'annexe I.2 de l'arrêté royal réglant le passage des membres du personnel aux quatre ministères des Communautés et des Régions, coordonné le 24 novembre 1981".

.../...

Article 2.

Le 2° du paragraphe 1er, alinéa 1er, doit être adapté à la modification proposée ci-dessus pour l'article 1er.

Par ailleurs, il ressort des informations fournies au Conseil d'Etat, que, dans l'intention du Gouvernement, la disposition vise les membres du personnel définitif des services auxquels l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat est applicable, ne serait-ce qu'en partie, comme par exemple les membres du personnel du Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat et du Fonds des bâtiments scolaires communaux et provinciaux, auxquels l'arrêté royal du 13 janvier 1975 fixant leur statut rend l'arrêté royal du 2 octobre 1937 applicable, sous réserve des modalités prévues par ledit arrêté du 13 janvier 1975 (article 2, § 1er).

Il conviendrait donc de rédiger comme suit le 2° :

"2° les membres du personnel définitif des autres services des ministères visés à l'article 51, § 1er, 1°, de la loi du 28 décembre 1973 auquels l'arrêté royal du 2 octobre 1937 a été rendu applicable en tout ou en partie;".

Au 3° du paragraphe 1er, alinéa 1er, il suffit d'écrire :

"3° les agents définitifs des organismes d'intérêt public visés à l'article 51, § 1er, 2°, de la loi du 28 décembre 1973".

.../...

Les fonctionnaires dirigeants et les fonctionnaires dirigeants adjoints sont, en effet, exclus par l'article 51, § 4, tel qu'il sera modifié par l'arrêté royal numéroté, examiné par le Conseil d'Etat sous le n° L. 14.883/2/V.

L'alinéa 2 du paragraphe 1er gagnerait en clarté et en précision à être rédigé comme suit :

"Les agents et les membres du personnel visés à l'alinéa 1er qui ont été recrutés sur base de dispositions dérogeant aux dispositions générales et permanentes du statut sont exclus du bénéfice de la mobilité volontaire durant les neuf premières années qui suivent leur recrutement".

Au paragraphe 2, mieux vaudrait écrire :

"§ 2. Sont également soumis au régime de mobilité, la mobilité volontaire exceptée, les membres du personnel qui, en quelque qualité que ce soit, autre que celle d'agent définitif, appartiennent aux administrations ou aux autres services des ministères ou des organismes d'intérêt public visés à l'article 1er, à l'exception du personnel auxiliaire non soumis à un statut".

+

Dans le texte français de l'intitulé de la section 1 et dans les articles qui suivent, il serait plus correct d'écrire "grades à mobilité" au lieu de "grades de mobilité".

+

.../...

Article 3.

L'alinéa 1er serait plus simplement et tout aussi complètement rédigé comme suit :

"Sous réserve de l'article 8, dans les services publics où l'arrêté royal du 2 octobre 1937 est d'application en tout ou en partie, sont considérés comme des grades à mobilité tous les grades qui figurent à l'arrêté royal du 29 juin 1973 fixant les échelles de traitement des grades communs à plusieurs ministères".

Le délai de deux ans prévu à l'alinéa 2 n'a aucun caractère normatif. De même, l'expression "En vue de réaliser une mobilité aussi large que possible ..." n'est qu'une indication d'intention qui n'a pas à figurer dans le texte. Celui-ci serait rédigé plus simplement comme suit :

"Par des arrêtés délibérés en Conseil des Ministres et pris sur la proposition du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions et, le cas échéant, du Ministre sous la tutelle ou le contrôle duquel est placé l'organisme, le Roi détermine les autres grades à mobilité dont les membres du personnel visés à l'article 2 doivent être titulaires pour bénéficier de la mobilité".

L'alinéa 3, qui recourt à la notion non juridique de "secteurs" et risque par conséquent de donner lieu à des difficultés d'interprétation, paraît inutile puisque son objet se confond en partie avec celui de l'alinéa 2 et, pour le surplus, avec celui de l'article 1er.

.../...

Article 4.

Ainsi que les fonctionnaires délégués en sont convenus, il n'est pas suffisant de définir le nombre de membres permanents de la commission par un chiffre maximum. Par ailleurs, il n'est pas nécessaire de mentionner les modifications apportées à la loi du 28 décembre 1973.

Le texte suivant est dès lors proposé, de l'accord des fonctionnaires délégués :

"Article 4.-

La Commission pour l'extension de la mobilité, créée par l'article 51, § 4, alinéa 2, de la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974, se compose de trois membres permanents au moins et de cinq au plus, que le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions désigne parmi les agents.

Les membres permanents sont assistés en nombre égal par des agents que désigne le Ministre sous l'autorité, la tutelle ou le contrôle duquel est placé le ministère ou l'organisme intéressé".

Article 6.

Cette disposition serait plus clairement rédigée comme suit :

"Article 6.-

Les membres du personnel ne peuvent obtenir plus de trois transferts sur demande".

.../...

Article 7.

Pour mieux dégager la portée des articles 6 et 7, il serait préférable d'ajouter à ce dernier article un alinéa 2 rédigé comme suit :

"Dans ce cas, leur demande n'est pas prise en considération pour l'application de l'article 6".

Article 8.

Le mot "règlementaires" doit être omis.

Article 9.

Pour prévenir toute équivoque, il conviendrait d'écrire à la fin de l'alinéa 1er : " ... à moins que cet organe ne soit l'autorité qui y exerce le pouvoir de nomination".

Au second alinéa, seconde phrase, dans le texte français, il serait préférable d'écrire : "Passé ce délai, l'avis est réputé favorable".

Article 12.

Il conviendrait d'écrire : "Sous réserve de l'article 8 ..." au lieu de "Sans préjudice de la disposition de l'article 8 ...".

.../...

Article 13.

A l'alinéa 1er, dans le texte français, il y aurait lieu de supprimer le mot "déposée".

Le texte français de l'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Le membre du personnel adresse en même temps, par la voie hiérarchique et pour information, à l'autorité dont il dépend, une copie de sa demande de transfert".

Article 18.

Il y a lieu de supprimer le membre de phrase qui commence par les mots "sans préjudice de l'article 6 de la loi du 26 mars 1968 ...", l'hypothèse étant prévue dans l'article 2, § 2, de l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982 relatif au recrutement dans certains services publics, d'autant plus que le projet a omis l'hypothèse du recrutement des handicapés.

Article 19.

L'alinéa 1er serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Sous réserve de l'article 8, sont seuls susceptibles d'être transférés en application de la présente section les membres du personnel qui répondent à la condition de l'article 12, 1°".

.../...

Article 20.

A l'alinéa 2, dans le texte français, il faut écrire "par une lettre recommandée à la poste".

Il conviendrait dans le même alinéa de supprimer les mots "ou, si celle-ci n'est pas déterminée, à l'autorité chargée du pouvoir de nomination", qui sont superflus.

Article 21.

L'alinéa 2 serait mieux à sa place dans l'article 22, conformément à la proposition de texte qui sera faite ci-après.

Article 22.

De l'accord des fonctionnaires délégués, le texte suivant est proposé :

"Article 22.-

La demande de transfert cesse d'être valable :

1° lorsqu'il y a été satisfait;

2° lorsqu'elle a été retirée par son auteur;

3° lorsque le membre du personnel a bénéficié d'une promotion ou d'un changement de grade;

4° après deux ans d'inscription sur la liste d'attente.

.../...

Si le membre du personnel a obtenu une promotion ou un changement de grade, l'autorité dont il relève en avertit l'autorité chargée du recrutement.

Est nulle toute demande introduite avant qu'une première demande ait cessé d'être valable".

Article 23.

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, il conviendrait d'écrire :"L'autorité chargée du recrutement ..." au lieu de "L'autorité visée à l'article 20, alinéa 2".

Il conviendrait de supprimer le mot "règlementaires" à l'alinéa 1er du paragraphe 1er.

A l'alinéa 2, il serait préférable d'écrire : "Chaque demande est inscrite sur la liste d'attente ...".

Au paragraphe 2, dans la phrase liminaire, le mot "repris" devrait être remplacé par le mot "inscrits".

Au paragraphe 3, a), il faudrait écrire, sur le modèle de l'article 31 de l'arrêté royal du 7 août 1939 sur le signalement et la carrière des agents de l'Etat :

"a) le lauréat du concours dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne".

.../...

Article 24.

L'autorité chargée du recrutement pouvant être la même que l'autorité investie du pouvoir de nomination, l'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Si l'autorité chargée du recrutement est différente de celle qui a le pouvoir de nomination, elle met les membres du personnel à la disposition de cette dernière dans l'ordre de leur classement".

A la seconde phrase de l'alinéa 2, il y aurait lieu d'ajouter les mots "de cet acte" après les mots "Une copie".

L'alinéa 3 serait mieux rédigé comme suit :

"Dans les services pour lesquels le secrétaire permanent au recrutement est chargé du recrutement, l'acte de nomination mentionne l'accord de celui-ci".

Article 25.

Au 4°, dans le texte français, il y aurait lieu d'écrire :

"4° les membres du personnel visés à l'article 2, § 2, qui ont perdu toute affectation à un emploi à la suite de la suppression ou de la fusion d'administrations ou d'autres services des ministères ou d'organismes d'intérêt public, ou à la suite d'une réduction de cadre".

.../...

Article 26.

A la fin de l'alinéa 2, il y aurait lieu de supprimer le mot "estimé".

Article 28.

Les explications fournies au Conseil d'Etat n'ont pas permis de déterminer la signification des alinéas 2 et 3 du paragraphe 2. Ces dispositions devraient être revues et clarifiées.

Article 29.

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Article 29.-
Les membres du personnel sont transférés d'office conformément aux articles 15 et 16".

Article 30.

A la fin de l'alinéa 2, il conviendrait de supprimer les mots "sans préjudice des dispositions de l'article 8" et de faire débuter l'alinéa par les mots : "Sous réserve de l'article 8, ...".

Article 32.

Compte tenu de la date prévue pour l'entrée en vigueur rétroactive de l'arrêté en projet, il conviendrait d'écrire, à l'alinéa 2, "... dans les soixante jours de la publication du présent arrêté", afin que le délai de soixante

.../...

jours ne soit pas amputé de la période qui aura couru entre la date à laquelle l'arrêté produira ses effets et la publication.

Article 33.

Compte tenu de l'étroite relation entre les deux dispositions de l'article, mieux vaudrait qu'elles ne forment qu'un seul alinéa.

Article 34.

De l'accord des fonctionnaires délégués, il serait plus simple d'écrire au paragraphe 1er, "... est abrogé, sauf en ce qui concerne les membres des forces armées".

A la fin du paragraphe 2, il conviendrait d'écrire dans le texte français : "... en ce qui **concerne** les agents de l'Etat auxquels il s'applique".

Article 35.

La disposition devrait être rédigée comme suit :

"Article 35.-
Le présent arrêté produit ses effets le 1er août 1982".

ALGEMENE OPMERKING.

Uit de algemene bewoordingen waarin artikel 2, § 2, is gesteld en uit een precieze bepaling in artikel 10, eerste lid, van het ontwerp blijkt dat de met een arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden, naar de bedoeling van de Regering, wel onderworpen zouden zijn aan de mobiliteitsregeling van ambtswege maar niet in aanmerking zouden kunnen komen voor de vrijwillige mobiliteit. De eerste van die regels is vanzelfsprekend in strijd met artikel 1134 van het Burgerlijk Wetboek in zover de toepassing ervan noodzakelijkerwijs een eenzijdige wijziging van de overeenkomst zal inhouden. De met een arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden moeten bijgevolg buiten de werkingssfeer van het besluit worden gehouden. Dit betekent dat in die uitsluiting uitdrukkelijk behoort te worden voorzien in artikel 2, § 2, en dat in artikel 10, eerste lid, de woorden "of met een arbeidsovereenkomst is in dienst genomen" achterwege moeten blijven.

AANHEF.

Rechtsgrond voor het ontwerp-besluit is artikel 51 van de wet van 28 december 1973 betreffende de budgettaire voorstellen 1973-1974, zoals het is gewijzigd bij de programmawet 1981 van 2 juli 1981, bij het koninklijk besluit nr 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten en bij het genummerde koninklijk besluit betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten, dat door de Raad van State is onderzocht onder het nummer L. 14.883/2/V. Naar de artikelen 66, tweede lid, en 67 van de Grondwet behoeft dus niet te worden verwezen. Het eerste lid van de aanhef moet derhalve vervallen.

.../...

Het tweede en het derde lid, die onderscheidenlijk het eerste en het tweede lid worden, leze men als volgt :

"Gelet op de wet van 28 december 1973 betreffende de budgettaire voorstellen 1973-1974, inzonderheid op artikel 51, gewijzigd bij de wet van 2 juli 1981, bij het koninklijk besluit nr 56 van 16 juli 1982 en bij het koninklijk besluit nr ... van ...;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 76, gewijzigd bij het koninklijk besluit van ...;".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

In een koninklijk besluit de tekst van een wetsbepaling overdrukken, hier artikel 51, § 1, van de wet van 28 december 1973, is geen goede werkwijze.

De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat artikel 1 dan ook als volgt zou moeten worden geredigeerd :

"Artikel 1.-

De openbare diensten waarop artikel 51, § 1, van de wet van 28 december 1973 betreffende de budgettaire voorstellen 1973-1974 van toepassing is, zijn aan dit besluit onderworpen met uitzondering van de diensten van de ministeries vermeld in de bijlage I.2. van het op 24 november 1981 gecoördineerde koninklijk besluit waarbij het overhevelen van personeelsleden naar de vier ministeries van de Gemeenschappen en de Gewesten wordt geregeld".

.../...

Artikel 2.

Het bepaalde onder 2° van paragraaf 1 moet worden aangepast aan de wijziging die zoëven in verband met artikel 1 is voorgesteld.

Uit hetgeen aan de Raad van State is medegedeeld, blijkt overigens dat die bepaling, in de opvatting van de Regering, doelt op de vastbenoemde personeelsleden van de diensten waarop het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel al was het maar ten dele van toepassing is, zoals bijvoorbeeld de personeelsleden van het Gebouwenfonds voor de rijksscholen en van het Fonds voor de provinciale en gemeentelijke schoolgebouwen, op wie het koninklijk besluit van 13 januari 1975, dat hun statuut vaststelt, het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 toepasselijk heeft verklaard behoudens de in het genoemde besluit (artikel 2, § 1) van 13 januari 1975 gestelde nadere regels.

De bepaling onder 2° dient derhalve als volgt te worden gesteld :

"2° de vastbenoemde personeelsleden van de andere in artikel 51, § 1, 1°, van de wet van 28 december 1973 bedoelde diensten van de ministeries, waarop het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 geheel of gedeeltelijk toepasselijk is verklaard;".

Onder 3° van paragraaf 1, eerste lid, is het voldoende te schrijven :

"3° de vastbenoemde ambtenaren van de instellingen van openbaar nut bedoeld in artikel 51, § 1, 2°, van de wet van 28 december 1973;".

.../...

De leidend ambtenaren en de adjunct-leidend ambtenaren zijn immers uitgesloten in artikel 51, § 4, zelf, zoals het zal worden gewijzigd door het genummerde koninklijk besluit dat door de Raad van State is onderzocht onder het nummer L. 14.883/2/V.

Het tweede lid van paragraaf 1 zou tegelijk duidelijker en nauwkeuriger zijn in de volgende lezing :

"De in het eerste lid bedoelde ambtenaren en personeelsleden die in dienst genomen zijn op grond van bepalingen welke afwijken van de algemene en blijvende bepalingen van het statuut komen gedurende de negen eerste jaren volgend op hun indienstneming niet in aanmerking voor vrijwillige mobiliteit".

Paragraaf 2 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 2. Aan de mobiliteitsregeling, met uitzondering van de vrijwillige mobiliteit, zijn mede onderworpen de personeelsleden die in enigerlei andere hoedanigheid dan als vastbenoemd ambtenaar behoren tot de in artikel 1 bedoelde besturen of andere diensten van de ministeries of van de instellingen van openbaar nut, met uitzondering van het hulppersoneel dat niet onder een statuutregeling staat".

+

De Franse tekst van het opschrift van de afdeling 1 en van de daaropvolgende artikelen zou correcter zijn als er stond "grades à mobilité" in plaats van "grades de mobilité".

+

.../...

Artikel 3.

Het eerste lid zou eenvoudiger en toch even volledig zijn in de volgende lezing :

"Behoudens het bepaalde in artikel 8, worden in de diensten waarop het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 geheel of gedeeltelijk van toepassing is, als mobiliteitsgraden beschouwd alle graden die voorkomen in het koninklijk besluit van 29 juni 1973 tot vaststelling van de weddeschalen der aan verscheidene ministeries gemene graden".

De in het tweede lid bedoelde termijn van twee jaar heeft geen normatieve strekking. Evenzo is de uitdrukking "Met het oog op het tot stand brengen van een zo ruim mogelijke mobiliteit" alleen maar een, als zodanig niet in de tekst op te nemen aanduiding van het na te streven doel. De tekst zou dan ook eenvoudiger als volgt worden geredigeerd :

"Bij besluiten overlegd in Ministerraad en vastgesteld op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort en, in voorkomend geval, van de Minister onder wiens toezicht of controle de instelling staat, bepaalt de Koning de overige mobiliteitsgraden waarvan de in artikel 2 bedoelde personeelsleden titularis moeten zijn om voor mobiliteit in aanmerking te komen".

Het derde lid, dat met het niet-juridische begrip "sectoren" werkt en daardoor interpretatiemoeilijkheden dreigt te doen ontstaan, lijkt overbodig want het valt naar zijn onderwerp voor een deel samen met het tweede lid en voor het overige met artikel 1.

.../...

Artikel 4.

Het is niet voldoende - en de gemachtigde ambtenaren hebben dat toegegeven - het aantal vaste leden van de commissie met een maximumcijfer te bepalen. Anderzijds is het niet nodig de in de wet van 28 december 1973 aangebrachte wijzigingen aan te halen.

In overeenstemming met de gemachtigde ambtenaren wordt derhalve de volgende tekst in overweging gegeven :

"Artikel 4.-

De Commissie ter verruiming van de mobiliteit, ingesteld bij artikel 51, § 4, tweede lid, van de wet van 28 december 1973 betreffende de budgettaire voorstellen 1973-1974 bestaat uit ten minste drie en ten hoogste vijf vaste leden, die door de Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, worden aangewezen onder de ambtenaren.

De vaste leden worden in gelijken getale bijgestaan door ambtenaren die worden aangewezen door de Minister onder wiens gezag, toezicht of controle het betrokken ministerie of de betrokken instelling staat".

Artikel 6.

Die bepaling zou duidelijker zijn in de volgende lezing :

"Artikel 6.-

De personeelsleden kunnen niet meer dan drie overplaatsingen op aanvraag krijgen".

.../...

Artikel 7.

Om de draagwijdte van de artikelen 6 en 7 beter te doen uitkomen, ware het gewenst aan het laatstgenoemde artikel een tweede lid toe te voegen, als volgt :

"In dat geval wordt hun aanvraag niet in aanmerking genomen voor de toepassing van artikel 6".

Artikel 8.

Het woord "reglementaire" moet vervallen.

Artikel 9.

Om dubbelzinnigheid uit de weg te gaan, schrijve men aan het eind van het eerste lid : "... tenzij dit orgaan de aldaar tot benoemen bevoegde overheid is".

In de Franse tekst van het tweede lid, tweede volzin, schrijve men liever : "Passé ce délai, l'avis est réputé favorable".

Artikel 12.

Men schrijve : "Behoudens het bepaalde in artikel 8 ..." in plaats van : "Onverminderd de bepaling van artikel 8 ...".

.../...

Artikel 13.

In de Franse tekst van het eerste lid late men het woord "déposée" achterwege.

De Franse tekst van het tweede lid zou overigens beter als volgt worden geredigeerd :

"Le membre du personnel adresse en même temps, par la voie hiérarchique et pour information, à l'autorité dont il dépend, une copie de sa demande de transfert".

Artikel 18.

Het zindeel dat begint met "Onverminderd artikel 6 van de wet van 26 maart 1968 ..." dient te worden geschrapt want in aldaar bedoelde onderstelling is voorzien in artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit nr 56 van 16 juli 1982 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten, te meer daar het ontwerp niet rekent met de onderstelling dat er mindervaliden in dienst worden genomen.

Artikel 19.

Het eerste lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Behoudens het bepaalde in artikel 8, komen voor overplaatsing met toepassing van deze afdeling alleen die personeelsleden in aanmerking die aan de in artikel 12, 1°, gestelde voorwaarde voldoen".

.../...

Artikel 20.

In de Franse tekst van het tweede lid schrijve men : "par une lettre recommandée à la poste".

In hetzelfde lid schrappe men als overbodig de woorden "of, indien die overheid niet is bepaald, aan de tot benoemen bevoegde overheid".

Artikel 21.

Het tweede lid hoort veeleer thuis in artikel 22, overeenkomstig het hierna gedane tekstvoorstel.

Artikel 22.

In overeenstemming met de gemachtigde ambtenaren wordt de volgende lezing voorgesteld :

"Artikel 22.-

De aanvraag om verplaatsing houdt op geldig te zijn :

1° wanneer eraan voldaan is;

2° wanneer de indiener ze heeft ingetrokken;

3° wanneer het personeelslid een bevordering of een verandering van graad heeft verkregen;

4° na twee jaar inschrijving op de wachtlijst.

Indien het personeelslid een bevordering of een verandering van graad heeft verkregen, geeft de overheid onder wie hij ressorteert daarvan bericht aan de met de werving belaste overheid.

Iedere aanvraag die ingediend wordt vooraleer een eerste aanvraag opgehouden heeft geldig te zijn, is nietig".

Artikel 23.

In paragraaf 1, eerste lid, schrijve men : "De met de werving belaste overheid" in plaats van "De in artikel 20, tweede lid, bedoelde overheid".

In datzelfde eerste lid schrappe men het woord "réglementaires".

In het tweede lid schrijve men liefst :"Elke aanvraag wordt ingeschreven op de wachtlijst ... op die tijdens welke ...".

In paragraaf 2, inleidende volzin, vervange men "opgenomen" door "ingeschreven".

In paragraaf 3, a),schrijve men naar het voorbeeld van artikel 31 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel :

"a) de geslaagde van het vergelijkend examen waarvan het proces-verbaal afgesloten is op de verst afgelegen datum".

Artikel 24.

De met de werving belaste overheid kan dezelfde zijn als de tot benoemen bevoegde. Het eerste lid zou dan ook beter als volgt worden geredigeerd :

"Is de met de werving belaste overheid een andere overheid dan de tot benoemen bevoegde, dan stelt zij de personeelsleden ter beschikking van deze laatste in de volgorde van hun rangschikking".

.../...

In de tweede volzin van het tweede lid voege men na de woorden "Een afschrift" de woorden "van die akte" in.

Het derde lid ware beter als volgt geredigeerd :

"In de diensten waarvoor de vaste wervingssecretaris met de werving is belast, vermeldt de benoemingsakte het akkoord van deze laatste".

Artikel 25.

Onder 4°, schrijve men : "tengevolge van de afschaffing of de samenvoeging ... of tengevolge van de inkrimping van de personeelsformatie".

Artikel 26.

Aan het slot van het tweede lid, vervange men "die geacht wordt met hun gezondheidstoestand overeen te komen" door "die met hun gezondheidstoestand overeenkomt".

Artikel 28.

Er kon aan de hand van de aan de Raad van State verstrekte uitleg niet worden uitgemaakt wat de betekenis is van het tweede en het derde lid van paragraaf 2. Die bepalingen moeten herzien en verduidelijkt worden.

Artikel 29.

Een betere lezing voor deze bepaling ware :

.../...

"Artikel 29.-

De personeelsleden worden ambtshalve overgeplaatst overeenkomstig de artikelen 15 en 16".

Artikel 30.

Aan het eind van het tweede lid, schrappe men "onverminderd het bepaalde in artikel 8". Men late het lid dan als volgt beginnen : "Behoudens het bepaalde in artikel 8, worden zij, indien er een betrekking vacant wordt alvorens artikel 29 op hen kan worden toegepast, door dezelfde minister ...".

Artikel 32.

Gelet op de datum waarop het ontwerp-besluit, met terugwerking, van kracht zal worden, schrijve men in het tweede lid : "... binnen zestig dagen na de bekendmaking van dit besluit", opdat de termijn van zestig dagen niet wordt afgeknot met de periode die verstreken zal zijn tussen de datum waarop het besluit uitwerking heeft en de datum van de bekendmaking.

Artikel 33.

De twee bepalingen van het artikel zouden van wege hun nauwe samenhang beter één lid vormen.

Artikel 34.

De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat paragraaf 1 eenvoudiger als volgt kan worden geredigeerd : "... wordt opgeheven, behalve ten aanzien van de leden van de krijgsmacht".

.../...

Aan het eind van paragraaf 2, schrijve men in de Franse tekst : "... en ce qui concerne les agents de l'Etat auxquels il s'applique".

Artikel 35.

Deze bepaling zou als volgt moeten luiden :

"Artikel 35.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 augustus 1982".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre, président,
de Heren : kamervoorzitter, voorzitter,

H. ROUSSEAU, président de chambre,
kamervoorzitter,

J.-J. STRIJCKMANS, conseiller d'Etat,
staatsraad,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. P. TAPIE.